



COLLABORER POUR LE CHANGEMENT

ÉTUDE D'IMPACT SUR LA CAMPAGNE *LES EXPULSIONS FORCÉES ET LE DROIT À UN LOGEMENT CONVENABLE* AU NIGERIA

SYNTHÈSE

INTRODUCTION

Collaborer pour le changement. Étude d'impact sur la campagne *Les expulsions forcées et le droit à un logement convenable* au Nigeria. Synthèse

Le présent rapport présente les résultats d'une étude d'impact du rôle d'Amnesty International dans la campagne *Les expulsions forcées et le droit à un logement convenable* à Port Harcourt, Nigeria, d'avril 2010 à décembre 2011. La campagne s'inscrit dans le cadre du projet *Là aussi, les droits humains existent – Halte aux expulsions forcées*, financé par la Loterie nationale néerlandaise (Pays-Bas), et centré sur huit pays africains. Ce projet vise à mettre un terme aux violations des droits humains subies par les résidents des bidonvilles, et à aider ces derniers à défendre leurs droits.

Au Nigeria, la campagne insiste particulièrement sur Port Harcourt, capitale de l'État de Rivers, où plus de 40 communautés risquent de voir leurs maisons détruites, sans respect des procédures, par le gouvernement de l'État de Rivers. Les résidents de ces communautés sont mobilisés pour mettre un terme aux expulsions forcées et exiger la justice pour les violations des droits humains subies.

Fondée sur une collaboration avec les résidents des bidonvilles et des organisations locales et nationales, la campagne a pour principal objectif de mettre immédiatement un terme aux expulsions forcées et d'assurer que les expulsions qui ont lieu respectent les normes internationales et régionales.

Le but essentiel de l'étude d'impact était de tirer des enseignements visant à améliorer les initiatives futures au Nigeria et, plus largement, d'enrichir le travail de campagne d'Amnesty International. Maneesh Pradhan et Alexandra Hernandez-Moreno, de l'Unité connaissances et impact du Secrétariat international d'Amnesty International, ont mené cette étude, en collaboration étroite avec des membres du personnel du programme Afrique (SI) et des partenaires nigériens.

MÉTHODOLOGIE

L'équipe chargée de l'étude a adopté une approche participative impliquant divers groupes de parties intéressées et un large éventail d'outils et de techniques. La méthodologie a été élaborée en consultation avec les équipes concernées du Secrétariat international, des partenaires clés au Nigeria et des représentants des communautés affectées.

L'étude comprenait des entretiens et des débats avec cinq communautés affectées, une évaluation et une réflexion participatives avec des partenaires, des discussions de groupe et des entrevues avec des résidents, des partenaires, des représentants des autorités, des journalistes, ainsi que d'autres acteurs de la société civile et du personnel d'Amnesty International.

CHANGEMENTS ESSENTIELS

L'étude d'impact a permis de mettre en évidence plusieurs changements essentiels.

Une plus grande sensibilisation aux droits et une confiance accrue chez les résidents : Les résidents affectés sont plus à même de comprendre et de définir en quoi les expulsions forcées constituent des violations des droits humains et d'exiger que les autorités respectent les procédures lorsqu'elles procèdent à des démolitions. Cette sensibilité accrue se traduit par une plus grande implication dans la campagne. Toutefois, ce niveau de sensibilisation et de confiance n'est pas uniforme et varie beaucoup en fonction de la géographie et du genre.

Un plus grand sentiment de sécurité et un espoir accru chez les résidents : Un grand nombre de résidents ont estimé qu'il s'agissait du changement le plus essentiel, en grande partie du fait de la réduction des menaces de démolition. La campagne, en conférant au droit

au logement une meilleure visibilité, et la solidarité nationale et internationale, ont contribué à augmenter le sentiment de sécurité et l'espoir chez les résidents. Toutefois, les menaces subsistent et tous les résidents ne partagent pas ce regain d'optimisme. Beaucoup de femmes des communautés se sentent toujours en état d'insécurité, notamment du fait des harcèlements des forces de police et des violences sexuelles.

L'arrêt des démolitions : Depuis celle de Njemanze en 2009, il n'y a plus eu de démolitions dans les zones visées (contrairement à ce que prévoyaient les autorités). Il n'est pas possible d'attribuer ce résultat aux seuls effets de la campagne, mais de nombreux résidents et partenaires ont signalé que la campagne avait sensibilisé l'opinion au problème des démolitions, et donc contrecarré les plans des autorités en la matière.

Le gouvernement est plus prudent dans son discours et ses actions : Se sachant surveillé dans ses actions et sa rhétorique, le gouvernement utilise désormais l'expression « nouveau urbain » pour justifier les démolitions, alors qu'auparavant, il insistait essentiellement sur le contrôle de la criminalité. La police a escorté les manifestants au cours de la Journée mondiale de l'habitat 2011, un contraste flagrant avec les années précédentes, où les policiers tiraient sur les manifestants et les harcelaient. Toutefois, nous n'avons pas relevé de changements fondamentaux dans l'attitude et la politique du gouvernement concernant les communautés visées.

Un intérêt accru de la part des médias : La campagne a contribué à susciter un intérêt accru et un meilleur soutien concernant les différents problèmes que rencontrent les communautés visées (et notamment les expulsions forcées). Un plus grand nombre de journalistes ont couvert les différentes manifestations de la campagne et leur attitude a changé : leurs reportages, jusque là majoritairement négatifs et comportant des visions stéréotypées des communautés (« repaires de criminels », etc.), sont devenus plus équilibrés et objectifs.

Une meilleure visibilité et reconnaissance des droits au logement comme droits humains : La campagne a contribué de manière significative à montrer que les expulsions forcées constituaient un problème de droits humains à Port Harcourt. Cette sensibilisation a renforcé le soutien et la solidarité de la communauté diplomatique au Nigeria. Toutefois, la perception du grand public à l'égard du problème n'a que peu évolué.

L'émergence des militants locaux et une plus grande confiance des résidents à l'égard des organisations de la société civile : Un certain nombre de résidents sont devenus des militants au cours de la campagne et jouent un rôle actif dans l'organisation de différents événements et la sensibilisation. Ils soutiennent les membres des communautés face aux problèmes de droit au logement et de harcèlement de la part des forces de police. Par ailleurs, les résidents sont plus disposés à s'impliquer stratégiquement auprès de différentes organisations de la société civile afin de mieux défendre leurs droits.

FACTEURS DE CHANGEMENT ET CONTRIBUTION D'AMNESTY INTERNATIONAL

L'étude a déterminé cinq points essentiels, liés au travail d'Amnesty International, concernant les changements induits par la campagne.

Diverses initiatives de campagne rendues possibles grâce à la Loterie nationale néerlandaise (Pays-Bas) : L'une des forces de la campagne et un important facteur de changement a été la possibilité de générer et de soutenir l'engagement de différents cercles de sympathisants via un large éventail de canaux et de mécanismes d'influence. Un engagement soutenu à ces niveaux impliquait un investissement important. Amnesty International a pu y contribuer via la Loterie nationale néerlandaise.

Militantisme et mobilisation au sein des communautés : Une participation et prise de décision accrues des résidents dans les différents événements de la campagne ont indiqué que la communauté était un agent majeur dans le changement. Amnesty International et ses partenaires ont contribué à créer au sein des communautés visées une capacité de réaction, par le biais de diverses formations, en fournissant des possibilités de participation lors des différentes initiatives de travail de pression, aux niveaux national et international, et aussi en éduquant les militants, en créant des espaces de mobilisation et de prise de décision.

Visibilité des problématiques : Amnesty International et ses partenaires ont utilisé différents outils et plateformes pour le travail de campagne. Ces derniers ont permis de rendre le problème visible aux niveaux local et international. L'introduction, par Amnesty International, d'un langage des droits humains a permis de faire reconnaître que les expulsions forcées de Port Harcourt représentaient un problème de droits des personnes. Différents acteurs ont ainsi été mobilisés aux niveaux national et international (médias, solidarité, etc.). La crédibilité et l'influence d'Amnesty International ont également contribué à mondialiser la perception de cette problématique.

Solidarité internationale : La solidarité internationale a contribué à influencer le gouvernement et le soutien de différentes parties du monde a aidé les résidents dans leur mobilisation. Amnesty International et des sections comme Amnesty International Pays-Bas, Amnesty International Suisse, Amnesty International France et Amnesty International Royaume-Uni ont joué un rôle crucial dans l'accroissement de la solidarité internationale via des campagnes de signatures ou de cartes postales, par leur travail média et la participation à des événements locaux.

Actions collaboratives des organisations partenaires : De multiples ressources et compétences ont été produites, du fait de l'implication de différents partenaires, et ont également contribué de façon significative au succès de la campagne. La campagne a fourni

une plateforme utile pour diverses organisations (communautés, ONG locales et nationales) qui ont pu se rassembler et s'unir, créer des activités à différents niveaux pour un plus grand impact.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

L'étude d'impact a montré que différents aspects de la campagne devraient être améliorés.

Comprendre les communautés : Les partenaires ont insisté sur le besoin de considérer les communautés comme des entités sociales uniques afin de réduire les risques de division interne. Toutefois, il est également important de reconnaître que les communautés comprennent différentes strates sociales, avec des intérêts distincts. Une campagne axée sur la capacité d'action et l'autonomisation d'une communauté, en tant que facteurs de changement, doit prendre en compte les complexités des dynamiques communautaires afin de ne pas favoriser uniquement les composantes les plus fortes de la communauté visée, ni de marginaliser davantage les strates les plus vulnérables.

Mobilisation des communautés : Indépendamment du succès de la campagne, il est nécessaire d'évaluer dans quelle mesure les communautés peuvent se mobiliser, non seulement par réaction « réflexe » mais dans le cadre d'une action stratégique. Il est également important de faire en sorte que les mécanismes de mobilisation améliorent la capacité des communautés à se mobiliser plutôt que de créer des dépendances par rapport aux partenaires et à Amnesty International. La capacité d'une communauté à se mobiliser est souvent plus grande lorsqu'elle comporte des structures actives, mais il faut savoir si ces structures sont représentatives et inclusives.

Participation active et appropriation de la campagne : Une corrélation forte et positive a été observée entre le niveau de participation des résidents dans les processus de prise de décision des différents événements de campagne et le niveau de mobilisation de la communauté. Insister sur les mécanismes de participation active de la communauté aux différentes étapes de la campagne est une façon possible de renforcer le sentiment d'appropriation de la campagne parmi les membres de la communauté. Le partenariat avec des organisations qui ont une meilleure compréhension de la communauté est essentiel pour assurer la participation active de la communauté. L'« internationalisation » de la campagne doit compléter et renforcer la campagne locale et ne doit pas déposséder les acteurs locaux, notamment ceux des communautés.

Participation des femmes : La campagne envisage le problème des droits au logement indépendamment de la question du genre. La participation des femmes est perçue comme souhaitable. Est-elle pour autant une composante intégrale de la campagne ? Une approche aussi générique, notamment dans un contexte très patriarcal, peut limiter la participation des femmes. Si la participation limitée des femmes dans les débats et décisions stratégiques peut refléter leur rôle limité dans la société civile locale, il faut envisager dans quelle mesure la conception et la mise en œuvre des différentes activités de campagne peuvent contribuer à renforcer leur rôle. Il faut donc promouvoir l'intégration de la dimension de genre chez les partenaires et les militants de la communauté.

Implication des médias : L'impact médias a été positif, mais n'a pas généré une masse critique de journalistes locaux défendant les questions soulevées par la campagne. Il faudrait donc s'impliquer davantage (et plus stratégiquement) avec les médias, au-delà d'une interaction sporadique lors des événements de la campagne. Par implication stratégique, on entend choisir un message et un support médiatique utilisés par la campagne : produire des preuves et des faits générant un plus grand intérêt au sein des médias, et améliorant la capacité des journalistes locaux à comprendre le problème et à s'y investir. Une autre dimension importante consisterait à renforcer la capacité des communautés concernant le dialogue avec les médias.

Perception du public : Bien que la campagne ait permis de rendre le problème visible, il n'y a pas eu de changement significatif dans la perception du public concernant les communautés visées. Outre atteindre le grand public par diverses campagnes médiatiques, il est également important de cibler des groupes spécifiques, en particulier ceux qui sont essentiels à la formation du discours public (architectes et urbanistes, universitaires et jeunes en milieu urbain, etc.) et de s'engager avec eux plus stratégiquement sur les problèmes rencontrés par ceux qui ont été expulsés de force et ceux qui sont menacés d'expulsion.

Relation avec le gouvernement : Pour influencer le gouvernement, il est important de privilégier une approche proactive par rapport à une approche ponctuelle et réactive. Il est également essentiel que les partenaires et les résidents soient impliqués dans les différents processus et plateformes qu'Amnesty International met en place vis-à-vis du gouvernement. En dehors de l'interaction directe avec le gouvernement, il conviendrait de capter l'attention d'autres canaux d'influence (administration, etc.). Créer une force d'opposition doit s'accompagner, à des fins d'efficacité, d'un dialogue constructif avec le gouvernement.

Liaison entre les initiatives nationales et régionales : La participation des résidents et des partenaires locaux à différentes plateformes régionales est un moyen efficace de renforcer la relation entre le militantisme local et le travail de pression au niveau international. De la sorte, la capacité des partenaires et des résidents se trouve renforcée. Il est important de communiquer les informations régionales et internationales aux partenaires et aux résidents afin qu'ils puissent les utiliser pour leurs activités de pression aux niveaux local et national. Ainsi, le travail régional et international est mieux aligné, stratégiquement, sur les objectifs nationaux.

Partenariat : Les collaborations entre les différentes organisations locales, nationales et internationales ont permis d'aborder la question en utilisant un large éventail de canaux d'influence. L'approche collaborative a contribué à renforcer les capacités des partenaires, par le biais d'échanges d'idées et de compétences. Dans un tel partenariat entre de multiples organisations, il est essentiel d'avoir une

coordination stratégique, une grande clarté des rôles et une communication efficace entre les partenaires, ainsi qu'une forme de souplesse autorisant ces derniers à s'adapter aux changements de contexte et à conserver leur identité. Il est important de construire et de renforcer les relations institutionnelles plutôt que les relations individuelles.

RECOMMANDATIONS

Renforcement du pouvoir d'agir et mobilisation des communautés

- Envisager l'éducation aux droits humains comme un outil permettant d'atteindre de plus larges portions d'une communauté visée, et notamment les groupes les plus vulnérables, pour augmenter leur sensibilisation aux droits humains.
- Développer des mécanismes autorisant une interaction plus soutenue et une meilleure solidarité entre les résidents des différentes communautés. Le réseau de réaction rapide pourrait être un bon exemple.
- Développer des actions spécifiques pour mobiliser les résidents de Njemanze et traiter leurs problématiques.

Participation des femmes

- Prendre des mesures pour identifier les préoccupations spécifiques des femmes dans le contexte plus large du droit au logement, afin de renforcer l'intérêt, la participation et la prise de décision des femmes.
- Investir des ressources pour renforcer les capacités et l'autonomie des femmes dans les communautés concernées.
- Sensibiliser les acteurs à l'importance de l'intégration de la dimension de genre dans les activités envisagées.

Implication des médias

- Rechercher des moyens d'impliquer de manière plus soutenue et stratégique les médias locaux, afin de constituer un groupe suffisamment large de journalistes aptes à défendre les problématiques en question.
- Impliquer les médias locaux dans un raisonnement stratégique (développement de messages, supports médiatiques à privilégier, etc.)
- Chercher à améliorer la compréhension des droits humains au sein des milieux journalistiques.
- Créer des espaces et des mécanismes permettant d'améliorer la capacité des communautés à dialoguer avec les médias.

Modifier la perception du public

- S'engager stratégiquement avec des composantes spécifiques de la société civile qui pourraient jouer un rôle crucial dans le modelage de l'opinion publique. On peut penser notamment aux architectes, aux urbanistes, aux universitaires concernés par les problématiques ainsi qu'aux jeunes en milieu urbain.

Relation avec le gouvernement

- Assurer un dialogue plus soutenu en faisant appel à différents canaux d'influence.
- Continuer à soutenir les procédures juridiques et l'implication des communautés.
- Définir des mécanismes autorisant la création d'une plateforme où le gouvernement, la société civile et les communautés visées peuvent se réunir pour débattre/échanger leurs idées et points de vue.
- Faire connaître au gouvernement les bonnes pratiques concernant la réhabilitation des bidonvilles dans différents pays.

Liaison entre les initiatives nationales et régionales

- Soutenir les processus impliquant les communautés et les partenaires locaux dans des initiatives de travail de pression régionales et internationales.
- Soutenir les communautés et les partenaires locaux pour leur permettre de comprendre et d'utiliser stratégiquement les informations provenant de différentes initiatives régionales et internationales, afin de renforcer la campagne au niveau local.

Partenariat

- Se concentrer sur le renforcement des relations institutionnelles et des capacités des partenaires.
- Établir des mécanismes de coordination, de communication et de clarification des rôles pour les différents partenaires.
- Créer des plateformes où les partenaires peuvent partager des informations et des expériences afin de s'entraider et de parvenir à des décisions communes.

Planification et suivi des projets

- Faire en sorte que tous les partenaires soient informés de la vision globale d'Amnesty International concernant la campagne et puissent y adhérer (clarification des contributions individuelles).
- Assurer une liaison stratégique entre les différentes composantes du travail (politiques, droits au logement). Clarifier ces liaisons auprès des partenaires concernés.

- Créer des systèmes de consignation des différentes activités et de leurs résultats à tous les niveaux. S'assurer que des informations tenant compte de la dimension de genre soient intégrées, afin d'avoir une meilleure vision de la participation des femmes.